



LA PENSION EST UN DROIT PAS UNE TOMBOLA! **TOUS UNIS DANS LA GREVE ET LES MANIFESTATIONS** **CONTRE LE PROJET MACRON!**

« Je mesure combien les décisions prises peuvent heurter et susciter des craintes et des oppositions. Faut-il pour autant renoncer à changer notre pays, notre quotidien ? Non. Car ce serait abandonner ceux que le système a déjà abandonné, ce serait trahir nos enfants, leurs enfants après eux, qui alors, auraient à payer le prix de nos renoncements. C'est pour cela que la réforme des retraites sera menée à son terme »

Voilà le message délivré par le Président Macron aux français au soir du 31 décembre en guise de bonne année aux travailleurs de ce pays.

Alors que la France n'a pas connu un mouvement social d'une telle ampleur et d'une telle durée depuis plus de 15 ans, les vœux du Président Macron sonnent comme une déclaration de guerre à toutes celles et ceux qui depuis plus d'un mois ont sacrifié leur salaire, leur vie familiale pour se dresser contre le projet de loi sur la retraite à points. C'est une déclaration de guerre à tous les travailleurs de ce pays avec ou sans emploi. C'est une déclaration de guerre à toutes celles et ceux qui ont construit le pacte social en 1945, au sortir de la victoire sur le fascisme. C'est une déclaration de guerre au modèle basé sur la solidarité intergénérationnelle pour lui substituer un modèle individualiste et porteur de régression sociale.

Car plus personne n'est dupe. Ce système conduit mécaniquement à une baisse drastique des niveaux de pensions et/ou à un allongement de la durée du travail. Les exemples de l'Allemagne (où les retraites ont baissé de 10 % par rapport aux salaires, où 2,7 millions de personnes de plus de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté) et de la Suède (où l'on doit travailler jusqu'à 68,5 ans pour toucher le montant qu'ils avaient avant la réforme, à 65 ans), sont là pour en témoigner.

En réalité, cette réforme concoctée dans les coulisses de Bruxelles, vise à baisser les pensions en Europe et ouvrir la porte aux vautours de la capitalisation, les fonds de pension comme celui qui vient de mettre sur la paille des milliers de routiers étatsuniens.

COMME EN BELGIQUE NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS GAGNER!

En Belgique, le gouvernement a voulu faire passer la même réforme. C'est d'une seule voix que les organisations syndicales et les partis politiques de gauche ont su mobiliser les salariés et faire reculer le gouvernement avec un seul mot d'ordre : non à cette réforme. C'est ce message clair forgé et mené dans l'unité qui a permis la victoire.

En France, la victoire est proche. L'exécutif montre les muscles mais déjà leur unité se lézarde. Il nous faut amplifier le mouvement de grève, et paralyser l'économie. Les capitalistes ont horreur d'une seule chose : que l'on touche à leur portemonnaie. Par la grève et les manifestations, par l'arrêt de la production, c'est comme cela que nous les ferons plier.

Et surtout ne nous laissons pas leurrer ; L'âge pivot est une fumisterie et une arnaque pour démobiliser les travailleurs. Ne nous laissons pas piéger et comme nos camarades belges, disons non ensemble à cette réforme. C'est la seule revendication envisageable si l'on veut la victoire. Et elle est à portée de main !

BATAILLE CONTRE LA RETRAITE PAR POINTS :

3-0

POUR NOUS

Grèves, manifs, blocages depuis le 5 décembre

ON CONTINUE!

QUI SEME LA MISERE RECOIT LA COLERE



Les faux arguments...

Système universel contre régimes spéciaux :

Avec le système à points tout le monde est logé à la même enseigne ! Voilà un argument rabâché par le cercle gouvernemental et relayé par les chiens de garde de la presse aux ordres. On oublie que le terme universel est rattaché au progrès de l'humanité : en quoi un système basé sur l'exploitation et le pillage des salariés peut prétendre à cet adjectif ? Il y a des régimes spéciaux car justement tout le monde n'exerce pas le même métier et qu'il faut prendre en compte les spécificités. Et puis d'ailleurs, si le système qu'on nous propose est synonyme de « *progrès social* » (dixit Macron), pourquoi ne pas en faire profiter la police et les militaires ? pourquoi doivent-ils se sacrifier en conservant leurs régimes spéciaux ?

Chaque euro cotisé ouvre les mêmes droits :

Les points acquis ne seront convertis en euros que le jour du départ à la retraite. Le nombre de points dépend donc du salaire et de la durée de travail. Mais la valeur d'un point n'est pas connue et donc jusqu'au jour du départ à la retraite, on ne sait pas combien on va toucher. De plus, si la population vieillit, s'il y a moins de contributions sociales, s'il y a de nouvelles crises financières, si la dette publique augmente, si le montant des pensions dépasse les 14% du PIB... la valeur des points retraite diminue. La pension à points rend le montant de la pension dépendante de facteurs qui n'ont rien à voir avec votre salaire. C'est donc une tombola, comme l'appelle nos amis belges !

Par contre, pour les gros salaires (supérieurs à 10 000€ mensuels), ils pourront placer leur argent dans les fonds de pensions. C'est de cette manière que les assurances et les courtiers veulent faire main basse sur 200 milliards d'euros qui étaient injectés normalement dans le système solidaire ! Et ces fonds de pension seront proposés à terme à l'ensemble des travailleurs pour compenser la faiblesse des pensions macronisées qu'on nous prépare ! Avec tous les risques que cela comporte comme au moment de la crise des subprimes aux Etats-Unis !

La population vieillit, il y a de moins en moins d'actifs :

C'est vrai mais à qui la faute ? Certainement pas aux millions de travailleurs sans emploi qui restent sur le carreau, ni aux millions de précaires vivant sous le seuil de pauvreté. C'est le résultat d'un système qui exploite avec pour seul objectif d'augmenter les profits de quelques milliardaires au détriment de dizaines de millions de travailleurs. C'est le résultat d'une politique de désindustrialisation, de délocalisation des emplois.

En réalité, elle est là la solution : relocaliser l'emploi (qui permet d'augmenter le nombre d'actifs), augmenter les salaires et taxer lourdement les entreprises françaises qui délocalisent.

On doit travailler plus longtemps car on vit plus longtemps :

Ce vieil argument procède d'un raisonnement mécaniste qui ne résiste pas très longtemps ; D'abord on vit plus longtemps en partie parce que la durée du travail a pendant très longtemps diminué avant de repartir à la hausse depuis les différentes réformes sur les retraites. La qualité du système de santé est aussi une des causes de cette augmentation, mais le système se dégrade et l'accès aux soins pour les plus démunis est de plus en plus difficile. Ensuite, l'espérance de vie n'est pas la même pour les cadres que pour les ouvriers (6 ans de moins). Enfin, l'espérance de vie en bonne santé est aussi plus faible et là c'est 10 ans de moins pour l'ouvrier par rapport au cadre. Donc, l'ouvrier vit moins et encore moins en bonne santé. C'est dire qu'il profitera très peu de sa retraite !

Et puis, le progrès social qu'invoque systématiquement Macron et sa bande, ne serait pas justement l'opposé de ce qu'il propose : travailler moins longtemps, pour pouvoir profiter d'une retraite bien méritée et réduire le nombre de travailleurs sans emploi et de précaires ? Pourquoi laisser un stock de travailleurs sans emploi et chercher à tout prix à maintenir les anciens en activité ? Pour tirer les salaires vers le bas, les pensions vers le bas, la société vers le bas et en contrepartie engraisser les parasites du CAC 40 qui n'en ont jamais assez.